

MINISTERE DE LA JUSTICE - PFI Grand Ouest -
Département Immobilier
20 rue du Puits Mauger
CS 60826
35108 Rennes Cedex 3

Tranche 2 - Travaux d'aménagement du Tribunal De Grande Instance

C.C.T.P.

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot 01 - DEPLOMBAGE / MERULE

Architecte

LOÏC DROVAL ARCHITECTE
0678608185
17, rue du Port - 27400 LOUVIERS
ldroval@agence-am.com

Economiste de la construction

INTERFACE Batiment
NEVEU Jennifer - 06 68 62 12 74
17 rue du Port - 27400 LOUVIERS
interfacebatiment@gmail.com

Bureau d'études thermique

CONCEPT NF
-
640, rue Augustin Fresnel - 76230 ISNEAUVILLE

Sommaire

1	DEPLOMBAGE - PRESCRIPTIONS GENERALES.....	P 3
1.1	EXIGENCES REGLEMENTAIRES.....	P 3
1.2	CONSTAT DES EXISTANTS.....	P 3
1.3	PROTECTION DES EXISTANTS.....	P 4
1.4	CLOTURE DE CHANTIER.....	P 5
1.5	ETABLISSEMENT DU CHANTIER SUR LE TERRAIN.....	P 5
1.6	SECURITE PUBLIQUE.....	P 5
1.7	SUJETIONS D'EXECUTION.....	P 5
1.8	REPERAGE DE PEINTURE AU PLOMB.....	P 5
1.9	MESURES DE PROTECTION.....	P 6
1.10	TRAVAUX DE DEPOSES ET DE DECONSTRUCTIONS.....	P 6
1.11	SUJETIONS PARTICULIERES.....	P 8
2	DEPLOMBAGE - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ET DETAILLEES DES OUVRAGES....	P 9
2.1	TRAVAUX PREPARATOIRES.....	P 9
2.2	TRAVAUX DE DEPLOMBAGE.....	P 9
2.3	TRAVAUX CONCERNANT LA MERULE.....	P 10
2.4	REMISE DES DOE.....	P 10

1 DEPLOMBAGE - PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Les travaux seront réalisés conformément aux règlements, arrêtés, décrets, normes françaises en vigueur à la date de l'appel d'offres.

La mise en œuvre des ouvrages doit en particulier répondre aux prescriptions des "Documents Techniques Unifiés" propres aux travaux du présent lot et principalement :

DTU 20.1 (P10-202) : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs

L'entreprise titulaire du présent lot devra un total respect de l'ensemble des normes régissant le tacitement des peintures au plomb. Notamment les textes suivants :

- Décret n°48-2034 du 30 décembre 1948. Relatif à l'interdiction de la céruse, du sulfate de plomb et de l'huile de lin plombifère dans les travaux de peinture.
- Articles R.4412-156, R4412-157, R4412-158, R4412-159, R4412-160 du code du travail.
- Articles L.1334-1 à L.1334-12 et R.1334-1 à R.1334-13 Code de la santé publique
- Articles L. 271-4 à L. 271-6 et R.271-1 à R.271-5 Code de la construction et de l'habitation
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R. 1334-1 à R. 1334-13 du code de la santé publique (dispositions réglementaires)
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures

Règle de calcul

- Béton
- Cheminées
- Feu
- Fondations superficielles
- Neige et vent
- Plomberie
- Réglementation thermique
- Sécurité des constructions
- Séismes

Cahiers des Prescriptions Techniques

- GS 3 - Structures, planchers et autres composants structuraux
- GS 17 - Réseaux

Classements des produits du bâtiment et des locaux

Règles ou recommandations professionnelles

1.2 CONSTAT DES EXISTANTS

L'entrepreneur devra prendre possession du bâtiment dans l'état où il se trouve, étant entendu qu'il l'a examiné avant de remettre son offre et fait toutes les réserves qu'il juge utiles à ce moment. L'entrepreneur doit vérifier avant de commencer ses travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice à un tiers (abus de droit, transgression de servitude, etc.) Il devra toutes les protections nécessaires et devra réparation intégrale de tout dommage. Il devra l'accord des Services municipaux pour tout travail en bordure de la voie publique.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer porte notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

l'état général des existants et leur degré de conservation.

l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant.

la nature des matériaux constituant les existants.

les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses.

la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité.

l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité, et les installations de chauffage, le cas échéant ; et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux, l'entrepreneur est également contractuellement réputé.

avoir visité les lieux.

avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées.

avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans, pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures.

avoir procédé à toutes les investigations qu'il aura jugées utiles, sur ces constructions.

L'offre de l'entreprise est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

L'entrepreneur sera donc réputé avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1.3 PROTECTION DES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux dans existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériels et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en parquets, ainsi que ceux en pierre, le cas échéant.

- les escaliers et plus particulièrement ceux en bois.

- les ouvrages conservés en bois apparent, le cas échéant.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Mesures de conservation des ouvrages existants :

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastique, des écrans anti poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

L'entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

Mesures de conservation des abords :

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés ou pavés devront être sauvegardés en leur état.

L'entrepreneur, si les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devra prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations à ces abords.

Nettoyages :

Il est précisé que :

le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

en fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections (sauf indications contraires au chapitre « Prescriptions particulières et détaillées des ouvrages ») et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements des matériels et l'enlèvement des gravois.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier restituer les existants dans un parfait état de propreté.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de l'entrepreneur.

1.4 CLOTURE DE CHANTIER

Le présent lot devra une clôture assurant l'isolement total du chantier, notamment depuis les zones accessibles à l'ensemble des usagers.

Cette clôture devra comporter des portes suffisamment solides pour permettre de fermer efficacement le chantier la nuit et les jours chômés, avec panneaux portant la mention :
" CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ".

1.5 ETABLISSEMENT DU CHANTIER SUR LE TERRAIN

L'entrepreneur du présent lot doit faire parvenir, au moins une semaine avant la date d'ouverture contractuelle du chantier, quatre exemplaires du plan d'organisation et d'installation de chantier.

Il devra respecter l'état de la voirie publique et privée, et prendre toutes dispositions de précaution pour le passage des gros engins de levage-manutention, etc. Toute reprise des voiries après dégradations causées par son chantier sera à sa charge.

1.6 SECURITE PUBLIQUE

Outre les dispositions imposées sur les chantiers par les règlements de sécurité, d'hygiène et de salubrité. L'entrepreneur doit assurer la protection des tiers usagers du domaine public.

Il doit recueillir toutes les autorisations rendues nécessaires pour les sorties, ouvrages et travaux sur la voie publique. Il prend toutes dispositions pour assurer la sécurité permanente de tous les usagers des voies publiques par barrières, cheminements protégés, etc..., compris signalisation fixes ou mobiles, par voie mécanique ou humaine selon nécessité.

Il assure en permanence la propreté des chaussées, trottoirs et autres parties des voies publiques.

Il s'assure que les éventuelles perturbations des services publics issues de son intervention auront bien été précédées des demandes administratives requises, et que les informations imposées ont bien été réalisées.

1.7 SUJETIONS D'EXECUTION

L'entrepreneur doit, au titre de son marché, incorporer dans ses prix unitaires :

Toutes les protections et signalisation pour les tranchées et travaux exécutés sur les voies Publiques.
toutes les sujétions d'étalement lors des démolitions.

l'évacuation des gravois et le transport à la décharge.

les ouvrages accessoires à la pose des garde-corps provisoires destinés à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le chantier.

1.8 REPERAGE DE PEINTURE AU PLOMB

L'entreprise devra respecter la réglementation applicable à la date de l'appel d'offre et notamment :

Décapage des peintures plombifères, fiche de prévention I5 F 08 13 de l'OOPPBTP 2013

Intervention sur les penitres contenant du plomb, guide Ed909 INRS 2013

Fiches actualisées de nuisances (FAN) du GNMST-BTP

Plomb et composés minéraux, fiche technologique n°59, INRS 2006

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation des travaux réalisés par MAXIDIAG référence 2020-09-Tribunal Louviers

1.9 MESURES DE PROTECTION

1.9.1 Protection des ouvrages existants

L'Entrepreneur fera son affaire personnelle des mesures de protection et de sauvegarde des murs et pignons mitoyens et des ouvrages existants à conserver, sa responsabilité, restant entièrement engagée en ce qui concerne les dommages susceptibles d'être causés aux immeubles contigus ou situés à proximité, ou des bâtiments, murs, refends ou autres ouvrages à conserver.

En conséquence, les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. devront comprendre toutes protections, tous blindages, étalements, échafaudages, raccords ou autres sujétions nécessaires à la conservation en leur état actuel des immeubles voisins. Ils devront être conduits selon les règles de l'art et seront effectués avec la plus grande diligence, de façon à éviter les risques mobiliers, immobiliers ou de marchandises dont l'Entrepreneur serait seul responsable vis à vis des tiers.

L'Entrepreneur ne pourra se targuer de l'absence d'ordres reçus pour prendre de lui-même les mesures de protection qui s'impose en toute circonstance.

1.9.2 Protection du domaine public

Quelles que soient les déposes à effectuer, le domaine public devra être totalement protégé des risques inhérents aux travaux de déposes.

A cet effet, L'Entrepreneur devra se charger de l'obtention des accords et autorisations nécessités par la mise en place des barrages ou détournements sur la voie publique, ainsi que pour la constitution de chargements ou dépôts sur ladite voie. Ces installations devront être signalées et recevoir un éclairage suffisant pendant la période de nuit.

Les installations et les travaux de déposes de l'Entreprise assureront la conservation en leur état actuel des trottoirs, chaussées des voies publiques ainsi que des réseaux d'assainissement traversant le site

1.9.3 Protection des travailleurs

L'Entreprise, durant l'exécution des travaux, prendra toutes dispositions pour assurer, quels que soient les moyens utilisés, la sécurité des travailleurs sur le chantier.

1.10 TRAVAUX DE DEPOSES ET DE DECONSTRUCTIONS

Les travaux de déposes et de déconstructions devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontages de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc...

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Échafaudages, agrès, protections - etc...

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc. nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.

Emploi de gros engins mécaniques.

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions voisines.

entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres, si minimes soient-ils, aux existants.

Bruits de chantier.

Compte tenu des conditions du chantier, il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

L'entrepreneur devra veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et il aura à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions mitoyennes existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

Stockage de matériaux sur les planchers existants.

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devra être établi sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'entrepreneur de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur.

Prescriptions particulières aux travaux dans existants.

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions nécessaires pour éviter tous désordres, si minimes soient-ils, aux ouvrages existants conservés.

Il devra notamment :

exécuter tous étalements, protections et étrésillonnements avant les travaux.

Il est bien entendu que l'entrepreneur aurait à supporter toutes les conséquences de désordres qui apparaîtraient sur les ouvrages existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.

Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font intégralement partie du prix du marché.

Maintien en état des voies, réseaux, etc...

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, et installations de toutes natures, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

L'entrepreneur devra dans tous les cas prévenir les propriétaires fermiers ou concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt au maître de l'ouvrage les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics. Il devra à ses frais assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité du présent article des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier de consultation qui sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

Remise en état des lieux.

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état par l'entrepreneur.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le cinquième jour après la réception des travaux.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

Plans des existants.

Les plans des existants sont annexés au dossier

Dimensions des existants.

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levés de cotes qui lui sont nécessaires.

État des lieux.

Le maître d'ouvrage fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et après finition de ceux-ci.

Cet état des lieux sera établi par huissier, en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de l'entrepreneur.

Les frais de ces états des lieux seront supportés par l'entrepreneur.

Sortie et enlèvement des matériaux de déconstruction et gravois.

Tous les travaux prévus au descriptif ci-après comprennent le ramassage, la descente ou montée et la sortie hors de la construction de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier, comprenant chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

Bennes pour gravois et déchets.

L'entrepreneur devra mettre en place des bennes ou tout autre matériel pour recevoir les gravois, emballages et autres petits déchets en provenance des travaux, à l'exclusion :

des matériaux de déconstruction des toitures.

des matériels sanitaires et de chauffage déposés.

des menuiseries et protections déposées.

Qui seront enlevés directement du chantier par l'entrepreneur.

Ces bennes devront être remplacées au fur et à mesure de leur remplissage.

Ces bennes seront à installer aux emplacements à définir pendant la période de préparation.

Les frais sont compris dans les prix du marché.

Etalement

Lors de la réalisation des déposes intérieures et extérieures, le titulaire de ce présent lot devra :

- Tous étalements, contreventements des planchers conservés

- Et avant toutes déposes d'éléments structurels pouvant affaiblir la constitution du bâtiment, l'entreprise devra en coordination avec son ingénieur structure réaliser les nouvelles structures en élévation permettant de stabiliser les parties conservées.

1.11 SUJETIONS PARTICULIERES

NOTA pour toutes les déposes :

Pendant la phase « dépose », l'entreprise devra tenir compte que le site restera occupé pendant les travaux. L'entreprise devra en conséquent prendre des précautions concernant les nuisances sonores, le nettoyage, les rotations d'évacuation des déchets, et pour l'ensemble de son intervention.

Avant le démontage des produits ou/et matériaux, l'entreprise devra les travaux suivants :

Démarches administratives (voir document ci-joint au CCAP et autres documents à fournir par vos soins ci nécessaire)

Après la procédure d'autorisation

Dépose des produits ou/et matériaux suivant méthodologie exigée par la réglementation en vigueur.

Chargement et enlèvement des gravois amiantés à la décharge autorisée à recevoir et stocker ce type de déchets.

Nettoyage dans l'emprise de l'opération, compris chargement et enlèvement des gravois non amiantés à la décharge.

Dépose partielle suivant plan Architecte, compris, stockage, manutention, chargement dans la benne (si autorisation de la Ville) si non enlèvement au fur et à mesure, et évacuation des gravois à la décharge pour l'ensemble des travaux décrits ci-après

Dans le cas où l'entreprise réalise des poutrelles métalliques, il devra la protection au feu CF 1 heure, soit par flocage plâtre (type FIBREXPAN) finition lissée pour les parties restantes apparentes ou habillage en plaque de plâtre type 2xPPF 13, dans les deux cas il devra fournir procurer au Maître d'ouvrage un procès verbal d'essai au feu.

Repli du matériel et nettoyage dans l'emprise de l'opération et à chaque intervention.
L'entreprise devra chaque soir le nettoyage et la fermeture du chantier
Nettoyage quotidien, aucun gravois ne devra être stocké sur la rue.

Ces travaux pourront être réalisés avant certaine dépose, afin de conforter et de restructurer l'ensemble de l'immeuble. Il est bien entendu que dans la conception et la réalisation de ces travaux de structures, l'adjudicataire du présent lot conserve la responsabilité du choix des moyens employés ou proposés pour assurer un bon déroulement et résultat de fin chantier avec la collaboration de son ingénieur structure. L'adjudicataire du présent lot devra compléter par ses connaissances les imprécisions ou omissions éventuelles des présents documents. Celui-ci restera donc seul juge en dernier ressort des solutions adaptées pour répondre aux besoins exprimés.

Dans le cas où l'Entrepreneur apporte des modifications, avant toute pose ou exécution, il devra fournir plans et calculs pour approbation au B.E.T. Structure et devra être en mesure de communiquer toute précision complémentaire à la demande du Maître d'œuvre.

Nota : Lors de la réalisation des déposes intérieures et extérieures, le titulaire de ce présent lot devra :
- Tous étalements, contreventements des planchers conservés
- Et avant toutes déposes d'éléments structurels pouvant affaiblir la constitution du bâtiment, l'entreprise devra en coordination avec son ingénieur structure réaliser les nouvelles structures en élévation permettant de stabiliser les parties conservées.

2 DEPLOMBAGE - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ET DETAILLEES DES OUVRAGES

2.1 TRAVAUX PREPARATOIRES

2.1.1 Installation de chantier

L'Entrepreneur du présent lot devra réaliser l'ensemble des équipements nécessaires à la réalisation complète de sa prestation en complément de l'installation de chantier prévue par le titulaire du lot 2 Dépose / Gros Oeuvre / VRD.

L'installation de chantier sera réalisée dans la cour à l'angle de la rue des Pénitents et de la rue Trinité

Localisation

L'installation de chantier sera réalisée dans la cour à l'angle de la rue des Pénitents et de la rue Trinité

2.1.2 Frais d'études à intégrer dans la valeur des travaux

Les travaux comportent la valeur des frais d'études et études techniques de l'entrepreneur

2.2 TRAVAUX DE DEPLOMBAGE

2.2.1 Décapage de murs revêtus de peinture au plomb

Décapage total des supports par tous moyens de peinture au plomb selon le rapport d'expertise (par décapage chimique, thermique, grattage, ponçage et piochage), y compris mise en place de toutes protections, réalisation de protections et de cantonnements au droit des zones d'interventions, les intervenants devront être équipés de moyens protections adéquats tel que les masques, combinaisons, bottes, lunettes, etc...afin de ne pas risquer d'intoxication par le plomb des peintures existantes et un contrôle de l'exposition au plomb (tests dans l'atmosphère de travail et des poussières au sols après travaux)

Recoupement des maçonneries en saillies, la dépose des revêtements divers, arrachage d'anciens papiers tentures, la dépose des habillages divers, le piquage des anciens enduits nettoyage et brossage des parements, la reprise en matériaux de même nature des maçonneries des, fissures et saignées, la reprise des joints de hourdage dégradés sur briques, descente, et l'enlèvement des gravois à la décharge publique.

Localisation

Pour l'ensemble des murs contenant de la peinture au plomb pour les classes supérieures ou égales à 1, notamment pour les murs en plâtres de la salle d'audience 2, pour les murs et plafonds en plâtre de la salle d'audience 1, pour les murs et plafonds en plâtre au R+1 coté nord

2.2.2 Dépose d'ouvrage contenant de la peinture au plomb

Dépose d'ouvrage contenant du plomb repérés suivant les diagnostics Plomb annexé au dossier:

Eléments contenant du plomb suivant le plan de repérage du diagnostiqueur, voir emplacement précis sur les schémas des diagnostics:

- Peinture sur portes en bois.
- Peinture sur fenêtres en bois.
- Peinture sur plinthes en bois.
- Peinture sur barreaux de fenêtres

D'une manière générale tous les ouvrages contenant de la peinture au plomb seront déposés dans leur totalité.

Mise en place de toutes protections, réalisation de protections et de cantonnements au droit des zones d'interventions, les intervenants devront être équipés de moyens protections adéquats tel que les masques, combinaisons, bottes, lunettes, etc... afin de ne pas risquer d'intoxication par le plomb des peintures existantes et un contrôle de l'exposition au plomb (tests dans l'atmosphère de travail et des poussières au sols après travaux).

Nettoyage régulier par aspirateur avec filtre à très haute efficacité.

Installation de chantier spécifique, plans de retrait, décontamination, balisage, confinement, évacuation dans décharge spécialisé et traitement des déchets.

Plan de retrait soumis à l'acceptation de l'inspection du travail, de la CRAM et de l'OPPBTP, de plus ces travaux seront exécutés par des personnels dûment agréés.

Descente, sortie, chargement, transport et enlèvement des gravois à la décharge publique.

Localisation

Pour l'ensemble des ouvrages bois contenant de la peinture au plomb pour les classes supérieures ou égales à 1, notamment pour les plinthes, portes et huisseries des sanitaires et des pièces au R+1, pour les barreaux de fenêtre de la salle d'audience 2

2.3 TRAVAUX CONCERNANT LA MERULE

2.3.1 Traitement de la mérule et déconstruction liée

Dépose, si possible et suivant besoins, de tous les éléments empêchant d'atteindre ou masquant les pièces de bois à traiter.

Sondage et sélection des bois à conserver.

Décapage, si nécessaire, la surface des bois devant être propre et exempte de finition.

Tous les bois directement contaminés par le champignon devront être déposés, évacués et brûlés.

Elimination des autres éléments dégradés.

Application du ou des produits selon recommandation du fabricant et selon les différentes moisissures et champignons existants avec un débordement de 1.50m après le dernier point constaté

Injection en profondeur sur les parties attaquées avec un débordement de 1.50m minimum, injections effectuées en quinconce avec un espacement de 20cm minimum. Il est considéré la zone visible et 1.50m en périphérie. Toutes les zones supplémentaires constatées lors de l'avancement des travaux seront gérées en plus value

L'entreprise devra impérativement transmettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre les fiches techniques et étiquettes des produits utilisés lors des traitements

Localisation

Au droit de la charpente en plafond du R+1 aile Nord

2.4 REMISE DES DOE

2.4.1 Remise des DOE conformément au CCAP

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés

Les notices de fonctionnement

Les prescriptions de maintenance

Les notes de calculs

Les procès verbaux de tenue au feu des matériaux mis en œuvre

Les fiches techniques des matériaux d'isolation thermique et phonique

Les fiches de contrôles et d'essais COPREC 1 et 2

Les fiches de contrôles et d'essais particuliers demandés aux D.T.U., au CCTP et en cours de chantier.

L'entreprise sera tenue de respecter les délais de remise de document sous peine d'application des pénalités de retard conformément aux exigences du CCAP